[Text]

Our appearing at that conference in no way should be taken as an acceptance of what may have been one of the intentions of the federal government.

Mr. Breau: Maybe I did not . . .

The Chairman: I am sorry, Mr. Breau, your time is up.

Mr. Breau: Yes. I am concluding, Mr. Chairman. I am not saying that by accepting Premier Lougheed concurred with this position; I am saying that he knew full well the position of the federal government.

Le président: Monsieur Allard.

• 1050

M. Allard: Merci, monsieur le président. Je ne suis pas un homme de loi, je me tiendrai donc en dehors des questions constitutionnelles naturellement, mais comme le climat politique actuel est menaçant, il y a des nuages à l'horizon, je m'en tiendrai à quelques questions de nature plutôt optionnelle.

Monsieur le président, estimez-vous que l'adoption d'un projet de loi à l'étude est urgente dans le moment?

Mr. Leitch: The question is whether I consider the adoption of the bill an urgent matter for the good of the country. In my answers to some of the earlier questions, I indicated first that this nation had, in my view, coped admirably with the upwardly-spiraling oil prices without any federal legislation for a good many months. I think that history may be used as some evidence of the urgency.

Secondly, even if one could say that the element of urgency is in some way greater today than it was last fall, if that were true that urgency could be met, in my judgment, by the passage of some parts of the bill but not necessarily all of the bill. For example, Parts I, II, IV and V. Certainly, in my view, there is no urgency today and none really contemplatable which would justify the passage of Part III—the one at which our main objections are aimed.

M. Allard: Advenant le cas où le projet de loi ne serait pas adopté, croyez-vous que le gouvernement pourrait maintenir l'égalité des prix du pétrole à travers le Canada? Si oui, comment? Autrement dit, si le projet de loi n'était pas adopté, croyez-vous qu'il y aurait possibilité de maintenir les prix à travers le Canada et j'aimerais que vous m'indiquiez comment on pourrait les maintenir?

Mr. Leitch: I must qualify my answer by pointing out that I have not studied the federal legislation and do not profess to be aware of all of the federal mechanisms that might be used. But as I have indicated, Alberta can and would continue to sell the oil that is produced in its province at the price agreed upon by the first ministers. I also believe there are in existence mechanisms which would enable the federal government to collect the export tax. They, in fact, took steps which enabled them to collect it when they had no legislation.

I also presume there are mechanisms within the federal government system which would enable them to make the necessary payments to reduce the price of imported oil to the level of the price of domestically produced and used oil. [Interpretation]

Nous avons assisté à la conférence mais on ne doit pas en déduire que nous acceptons ce qui peut avoir été une des intentions du gouvernement fédéral.

M. Breau: Peut-être n'ai-je pas . . .

Le président: Je suis désolé, monsieur Breau, votre temps est écoulé.

M. Breau: Oui. Je termine, monsieur le président. Je ne veux pas dire qu'en acceptant, le premier ministre Lougheed était d'accord avec cette position. J'ai dit qu'il savait très bien quelle était la position du gouvernement fédéral.

The Chairman: Mr. Allard.

Mr. Allard: Thank you, Mr. Chairman. I am not a lawyer so I will not venture into any constitutional questions, but since there are clouds on the political horizon, I will stick to questions of a purely optional nature.

Mr. Chairman, do you think the passage of the bill before us is an urgent matter at the present time?

M. Leitch: La question est la suivante: est-ce que je pense que l'adoption du bill soit urgente pour le bien du pays? Dans mes réponses à certaines des questions précédentes, j'ai dit tout d'abord que notre pays a fait, selon moi, admirablement face à la montée vertigineuse des prix du pétrole sans législation fédérale pour plusieurs mois. Je pense que le fait témoigne d'urgence.

Deuxièmement, même si on pouvait dire que l'aspect d'urgence est plus important aujourd'hui qu'il ne l'était l'automne dernier, alors, à mon avis, on pourrait résoudre le problème par l'adoption de certaines parties du bill, mais non pas nécessairement par le bill entier. Par exemple, les Parties I, II, IV et V. Bien sûr, à mon avis, il n'est pas question d'urgence à l'heure actuelle, ni dans l'avenir, qui justifierait l'adoption de la Partie III, à laquelle nous nous opposons principalement.

Mr. Allard: In the event the bill were not carried, do you think that the government might be able to maintain oil prices at the same level throughout Canada? If so, how? In other words, if the bill were not passed, do you believe that it would be possible to maintain prices throughout Canada and I would like you to tell me how they might be so maintained?

M. Leitch: Tout d'abord, je dois faire la réserve suivante, soit que je n'ai pas étudié la législation fédérale et que je ne suis pas au courant de tous les mécanismes fédéraux qui pourraient être utilisés. Cependant, comme j'ai déjà dit, l'Alberta serait en mesure et continuerait de vendre le pétrole produit dans la province au prix convenu par les premiers ministres. Je crois également que certaines mesures existent qui permettraient au gouvernement fédéral de percevoir la taxe d'exportation. En effet, le gouvernement a pris les mesures nécessaires afin de la percevoir même avant l'adoption d'une loi à cet égard.

Je suppose également que certains mécanismes existent au sein du système du gouvernement fédéral qui permettraient de faire le nécessaire pour réduire le prix du pétrole importé au niveau du pétrole national.